

# TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 217 | Date 12-18 août

**(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)**

## DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 6 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

## DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

## LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

14 août : Le gouvernorat de Şırnak annonce une interdiction de trois jours sur tous les rassemblements publics, les événements et les activités connexes du 14 au 16 août 2024, y compris les voyages inter-districts et les mouvements collectifs dans la province.

15 août : La police est intervenue lors d'une déclaration de presse devant le palais de justice d'Istanbul Çağlayan demandant la fermeture des prisons de type Y et S, également connues sous le nom de prisons « de type puits », et a arrêté trois personnes : Ayşe Lerzan Conde, Hasan Basri Yıldız, et Emir Karakum.

15 août : Le gouvernorat de Mardin annonce une interdiction de trois jours sur tous les rassemblements publics, y compris les réunions en plein air et à l'intérieur, les marches, les déclarations à la presse, les grèves de la faim, les sit-in, l'installation de stands ou de tentes, les activités de drones, les sondages, la distribution de tracts et les activités similaires, à partir du 15 août 2024.

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

12 août : La Turquie a connu une décennie d'hostilité envers la presse sous le président Recep Tayyip Erdoğan, avec cinq journalistes tués, 131 emprisonnés, 77 condamnés pour « insulte au président » et des centaines d'autres poursuivis pour leur travail, selon le bilan dressé par Reporters sans frontières (RSF) à l'occasion du 10e anniversaire de la présidence Erdogan.

13 août : Un tribunal turc a arrêté une femme qui a critiqué le président Recep Tayyip Erdoğan pour une récente interdiction du réseau social Instagram lors d'une interview dans la rue dans la province occidentale d'Izmir.

13 août : Bilal Erdoğan, le fils cadet du président turc Recep Tayyip Erdoğan, a vu des tribunaux bloquer l'accès à 237 contenus en ligne le concernant, y compris des reportages et des posts sur les médias sociaux.

13 août : Un tribunal turc a bloqué l'accès au rapport de surveillance des médias de Bianet, qui documente les violations des droits liés à la liberté de la presse.

## **LIBERTÉ DE RELIGION**

16 août : Des manifestants alévis ont organisé une marche à Hacibektaş pour s'opposer à l'occupation en cours de leur Dergah sacrée de Hacibektaş, exprimant leur colère et leur frustration face à l'occupation du site depuis plusieurs jours, et exigeant le rétablissement de leurs droits religieux et l'expulsion des occupants du site.

## **INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT**

16 août : Le Parlement turc a ignoré une décision de la Cour constitutionnelle concernant le statut parlementaire de Can Atalay, ce qui a conduit à une session houleuse et au rejet des motions de l'opposition.

## **MINORITÉ KURDE**

12 août : Une prison de la province turque de Şırnak a interdit l'utilisation de la langue kurde lors des appels téléphoniques entre les détenus et leurs familles.

13 août : Les employés d'une chaîne de restaurants de l'aéroport d'Istanbul se sont vu interdire d'écouter et de parler kurde, les remarques discriminatoires du directeur ayant entraîné la démission de 12 employés kurdes.

## **AUTRES MINORITÉS**

15 août : La famille du rédacteur en chef de Bianet, Ruken Tuncel, a été victime d'une agression raciste à son domicile d'Istanbul. Il s'agit du deuxième incident de ce type commis par des voisins en l'espace d'un an, avec agression physique et discours haineux les qualifiant d'« Arméniens » et de « terroristes ».

## **TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS**

14 août : Mustafa Aytaç, un détenu atteint d'un cancer, a été renvoyé en prison malgré la recommandation du Conseil de médecine légale de Turquie (ATK) de suspendre sa peine pendant six mois en raison de la détérioration de son état de santé.

15 août : Les autorités pénitentiaires n'ont pas emmené Şehriban Mimkara, un détenu souffrant d'un cancer de la gorge, à l'hôpital depuis cinq mois.

15 août : Abdulkadir Bozkurt, détenu à la prison de type F n°2 de Tekirdağ, a déclaré avoir été torturé, maltraité et menacé de mort par le directeur de la prison, les gardiens et le psychologue, précisant qu'il avait été confiné dans une petite cellule, déshabillé, battu et qu'il craignait pour sa vie.

15 août : La libération conditionnelle de trois prisonniers - Soydan Akay à la prison d'Istanbul Marmara (Silivri), Ali Odabaşı à la prison d'Ankara Sincan, et Ünal Üneş à la prison de type H d'Erzurum - a été arbitrairement refusée par les comités d'administration et d'observation des prisons.